

Ethique du capitalisme mondialisé



Carte blanche
Nicolas Baverez

A lors qu'il a conquis une dimension universelle, le capitalisme fait l'objet d'interrogations pressantes. Les premières, idéologiques, sont inspirées par un néomarxisme prôné par les Etats contestant la nouvelle donne de la mondialisation – tel le Venezuela de Chavez – ou les altermondialistes.

Les secondes, économiques, s'enracinent dans le constat de dysfonctionnements que la crise financière éclaire d'un jour cru : contradiction entre rémunérations des dirigeants et performances des entreprises, divergence entre la progression des profits et la stagnation des salaires moyens, fuite des capitaux et évasion fiscale à vaste échelle, cascade de débâcles bancaires, bulles spéculatives, fraudes au

sein des institutions financières et d'organismes patronaux, demande de réassurance des marchés par les Etats, notamment par les fonds souverains du Sud. Bref, le capitalisme mondialisé semble profondément déréglé, sinon corrompu.

Cette crise est pour le moins paradoxale. D'abord, ce choc de défiance intervient après deux décennies de débats et de réformes destinés à améliorer et moraliser le gouvernement des entreprises et des marchés. Ensuite, son intensité est maximale dans les pays développés où se trouve l'épicentre du séisme qui ébranle les marchés, tandis que les contestations demeurent limitées au sein des superpuissances émergentes – Chine, Inde, Brésil et Russie.

Les tensions qui s'exercent sur le capitalisme se situent au point de convergence de trois évolutions. D'abord le régime issu

de la constitution de la première économie-monde, avec l'internationalisation des flux, le dépassement des pouvoirs publics nationaux, la révolution technologique. Il implique la fin du monopole de l'Occident sur la régulation des échanges et des paiements mondiaux, ainsi que la cohabitation du capitalisme avec des systèmes de valeurs et de normes hétérogènes.

Ensuite le choc de la crise financière, qui révèle la montée incontrôlée des risques. Avec à la clé un retour au premier plan des Etats, via les instruments classiques des politiques contra-cycliques mises en œuvre aux Etats-Unis ou la mobilisation des ressources des fonds souverains pour abonder les bilans des banques. Mais aussi la création d'une inflation différée dont les effets n'apparaîtront que dans deux à trois ans.

Enfin, certains pays développés connaissent des difficultés particulières, soit du fait de l'importance des bulles financières et immobilières (Etats-Unis, Royaume-Uni, Espagne), soit du fait des incohérences de leur modèle économique et social, à l'image de la France qui a fait le choix du grand marché européen et de la mondialisation tout en conservant structures et mentalités d'une économie administrée.

Le caractère critique de la crise financière exige des mesures d'urgence pour assurer le sauvetage des institutions financières, ainsi qu'un soutien coordonné de l'activité par les banques centrales et les gouvernements aux antipodes des stratégies poursuivies par les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon.

Au-delà s'impose une réflexion sur les principes et les règles du capitalisme mondialisé. Quatre axes de travail sont à explorer. Primo, réduire le fossé qui s'est créé entre l'universalité du capitalisme et le caractère national de sa régulation en ouvrant le G8 aux superpuissances du Sud, en réformant les institutions multilatérales, en cherchant à définir un noyau dur de normes en matière sociale et environnementale. Secundo, renforcer la coordination des politiques économiques des pays développés. Tertio, réviser les normes juridiques et comptables les plus déstabilisantes pour les marchés (*mark to market*). Enfin, accélérer la constitution du grand marché européen, favoriser l'émergence d'un droit commun des sociétés et des marchés, transférer vers l'Union la régulation des marchés et des institutions financières.



Face à la crise du capitalisme mondialisé, la responsabilité des dirigeants d'entreprise se trouve directement engagée au plan juridique et économique mais aussi au plan moral

Le champ d'action de l'entreprise ne cesse de s'étendre, de même que sa responsabilité. Pour autant, l'entreprise ne peut ni s'autoréguler ni se trouver soumise à un principe de responsabilité illimitée. Le gouvernement d'entreprise a privilégié – avec une efficacité relative – le seul point de vue des actionnaires. Il devrait en revenir à des principes fondamentaux : garantir le jeu effectif des contre-pouvoirs pour l'ensemble des parties prenantes, y compris les salariés ; assurer la transparence de l'information ; intégrer la dimension du développement à long terme.

Au-delà des institutions du marché et de ses règles, le capitalisme est indissociable d'un esprit et d'une éthique. L'esprit n'est pas à chercher dans la captation du profit ou la maximisation des rentes mais dans la prise de risque librement consentie et le pari de l'innovation. L'éthique, c'est la responsabilité qui croît avec la réussite, qu'elle soit celle de l'entreprise ou de ses dirigeants. Face au totalitarisme soviétique, Soljenitsyne rappelait que « la part essentielle de notre liberté est intérieure, elle dépend de notre volonté. Si nous cédonous nous-mêmes à la corruption, nous n'avons plus le nom d'hommes ». Face à la crise du capitalisme mondialisé, la responsabilité des dirigeants d'entreprise se trouve directement engagée au plan juridique et économique mais aussi au plan moral : il dépend d'eux de respecter les valeurs fondatrices de la liberté économique.

Nicolas Baverez
et
20.55

20.50